



Après lâ??accord entre Israël et le Hamas sur les prisonniers, les Palestiniens de 48 demandent quand leur tour viendra

Description

Prisonniers entre le refus dâ??Israël et lâ??absence de leadership, les prisonniers palestiniens ayant la citoyenneté israélienne restent Â« une plaie ouverte que personne ne soigne Â».

Par Baker Zoubi, le 8 décembre 2025.



Photo de Mosab Shaver, pour Activestills.

Lâ??accord de cessez-le-feu signÃ© entre IsraÃ«l et le Hamas en octobre a permis la libÃ©ration de [prÃ>s de 2 000 dÃ©tenus palestiniens](#), dont environ 250 purgeaient des peines longues ou Ã perpÃ©tuitÃ© dans des prisons israÃ©liennes. Des [cÃ©lÃ©brations ont](#) eu lieu Ã Gaza et en Cisjordanie pour fÃªter les retrouvailles des familles, mais aussi pour exprimer la dÃ©ception face au refus dâ??IsraÃ«l de libÃ©rer des prisonniers de haut rang tels que [Marwan Barghouti](#) et [Ahmad Saâ??adat](#). Pourtant, un groupe de Palestiniens incarcÃ©rÃ©s Ã©tait largement absent des gros titres.

Bien quâ??ils soient Ã©galement classÃ©s comme Â« prisonniers de sÃ©curitÃ© Â», une Ã©tiquette quâ??IsraÃ«l applique presque exclusivement aux Palestiniens et qui implique des conditions de dÃ©tention beaucoup plus sÃ©vÃ©res, les citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l ont Ã©tÃ© totalement exclus de lâ??accord. Une vingtaine dâ??entre eux ont passÃ© plus de 35 ans derriÃ¨re les barreaux, avant mÃªme les [accords dâ??Oslo](#). Des dizaines dâ??autres purgent des peines plus courtes ou sont dÃ©tenus en [dÃ©tention administrative](#) sans inculpation ni procÃ©s. IsraÃ«l continue Ã©galement de retenir les corps de sept autres personnes, dont le plus connu est celui de [Walid Daqqa](#), dÃ©cÃ©dÃ© dâ??un cancer en dÃ©tention lâ??annÃ©e derniÃ¨re.

Â« Sur la base de ce qui est ressorti des premiÃ¨res discussions [entre IsraÃ«l et le Hamas] aprÃ¨s le 7 octobre, et du slogan [souvent entendu lors des manifestations en IsraÃ«l appelant Ã un accord sur les

otages] Â« Tout le monde pour tout le monde Â», les prisonniers sâ??attendaient Â Ãatre libÃ©rÃ©s cette fois-ci Â», a dÃ©clarÃ© Â +972 Basel Ghattas, ancien membre de la Knesset pour le parti Balad et [lui-mÃªme ancien prisonnier](#). Mais au moment oÃ¹ les nÃ©gociations ont pris fin, a-t-il expliquÃ©, les mÃ©diateurs palestiniens nâ??avaient plus guÃªre de marge de manÃ©uvre.

Â« Lorsque la partie israÃ©lienne est revenue sur sa dÃ©cision de libÃ©rer des personnalitÃ©s telles que Barghouti, Ibrahim Hamed [commandant de la branche militaire du Hamas en Cisjordanie] et Saâ??adat, alors mÃªme que leurs noms figuraient dans lâ??accord signÃ© Â Charm el-Cheikh, la partie palestinienne sâ??est retrouvÃ©e sans aucun moyen de pression Â», a poursuivi Ghattas.

Ce nâ??Ã©tait pas la premiÃ¨re fois que des prisonniers palestiniens dÃ©tenant la citoyennetÃ© israÃ©lienne Ã©taient exclus des accords politiques. Â« Les prisonniers prÃ©-Oslo devaient Ãatre libÃ©rÃ©s en 1993, mais [le Premier ministre Yitzhak] Rabin a refusÃ© de le faire Â», se souvient Ghattas. [Rabin](#), dit-il, a prÃ©fÃ©rÃ© amÃ©liorer les conditions de dÃ©tention des prisonniers plutÃ´t que de les libÃ©rer.

Selon Ghattas, les dirigeants palestiniens de lâ??Ã©poque nâ??ont pas non plus apportÃ© de soutien significatif Â ces prisonniers. Â« Ils nâ??ont pas mentionnÃ© leur cas lors des nÃ©gociations [dâ??Oslo] et nâ??ont pas exigÃ© leur libÃ©ration, invoquant le refus catÃ©gorique dâ??IsraÃ©l Â», a-t-il expliquÃ©.

Comme ces prisonniers ont la nationalitÃ© israÃ©lienne, IsraÃ©l a longtemps prÃ©sentÃ© leur incarcÃ©ration comme une Â« affaire interne Â», une justification que Ghattas a rejetÃ©e comme Ã©tant Â« une excuse Â». Il a fait remarquer que les Â« prisonniers de sÃ©curitÃ© Â» juifs bÃ©nÃ©ficient de peines dÃ©finies, de droits de visite, de meilleures conditions de vie et mÃªme de permissions ou de rÃ©ductions de peine, avantages systÃ©matiquement refusÃ©s Â leurs homologues palestiniens.

AprÃ¨s lâ??assassinat de Rabin, la situation sâ??est encore dÃ©tÃ©riorÃ©e. Lors des [nÃ©gociations de paix](#) israÃ©lo-palestiniennes de 2014, menÃ©es sous la mÃ©diation du secrÃ©taire dÃ©tÃ© amÃ©ricain John Kerry, IsraÃ©l a acceptÃ© de libÃ©rer 104 prisonniers palestiniens en plusieurs phases, reportant la libÃ©ration de ceux qui avaient la citoyennetÃ© israÃ©lienne Â la quatriÃ¨me et derniÃ¨re phase. Mais IsraÃ©l a finalement [annulÃ© cette phase](#) et fait Ã©chouer les nÃ©gociations.

Â« CÃ©tait la seule fois oÃ¹ les prisonniers palestiniens de nationalitÃ© israÃ©lienne avaient Ã©tÃ© officiellement mentionnÃ©s, mais cela sâ??est terminÃ© sans suite Â», a expliquÃ© Ghattas. Â« MÃªme les dirigeants de la sociÃ©tÃ© arabe [en IsraÃ©l], en particulier les membres de la Knesset dont lâ??immunitÃ© leur permet dâ??aborder ces questions, nâ??ont pas osÃ© revendiquer les droits des prisonniers ou leur libÃ©ration dans le cadre de lâ??accord. Â»

Prise entre deux systÃ¨mes

Lors de la premiÃ¨re trÃ¢ve aprÃ¨s le dÃ©but de la guerre de Gaza en novembre 2023, plusieurs [Ã©tudiantes palestiniennes](#) de nationalitÃ© israÃ©lienne, [arrÃªtÃ©es](#) pour Â« incitation Â» aprÃ¨s le 7 octobre, ont Ã©tÃ© incluses dans lâ??Ã©change de prisonniers. Cependant, certains de leurs parents ont tentÃ© de sâ??y opposer, craignant que leurs filles ne subissent des reprÃ©sailles futures en raison de leur association avec le Hamas.

« Nous, les avocats, avons accepté de faire part de notre opposition à leur inclusion, craignant qu'elles ne soient considérées comme appartenant au Hamas », a déclaré Hussein Manaa, un avocat qui représentait certaines des étudiantes, +972. « Mais après leur libération, il est apparu clairement que nos craintes étaient infondées. »

Cette prise de conscience, a-t-il déclaré, a fait naître l'espoir que le dernier accord pourrait inclure certains prisonniers palestiniens ayant la citoyenneté israélienne, à la fois les détenus de longue date et les dizaines de personnes arrêtées au cours des deux dernières années, en particulier les mineurs.

Ces espoirs ont finalement été déçus. « Les circonstances étaient trop difficiles pour que la partie palestinienne puisse exiger leur libération », a déclaré Manaa. « Les prisonniers se sont retrouvés complètement perdus. S'ils ne sont pas libérés dans le cadre d'un accord de cette ampleur, quand le seront-ils ? »

Une dynamique similaire était observable trois ans plus tôt, à la suite [des évènements de mai 2021](#), lorsque les manifestations palestiniennes contre les expulsions dans le quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, ont dégénéré en une guerre de 11 jours à Gaza et en troubles généralisés à travers Israël et la Palestine. La disparition dans le traitement réservé aux prisonniers palestiniens de citoyenneté israélienne par rapport à leurs homologues juifs [est rapidement devenue évidente](#).

« Les [citoyens palestiniens d'Israël] arrêtés en mai 2021 ne sont pas considérés comme des prisonniers politiques au sens palestinien traditionnel du terme, puisqu'ils ont participé à des manifestations populaires », a expliqué Ghattas. « Mais Israël les a néanmoins traités comme des prisonniers politiques et leur a infligé de lourdes peines. »

Leurs cas ont mis en évidence une dure réalité : les prisonniers palestiniens de nationalité israélienne se trouvent pris entre deux systèmes, n'appartenant pleinement à aucun des deux. Aucune institution israélienne n'étant disposée à les défendre et aucune autorité palestinienne n'étant en mesure de les représenter, ils bénéficient de beaucoup moins de protections que les prisonniers juifs ou les prisonniers palestiniens non citoyens.

Il existe un « manque total de représentation », a déclaré Manaa +972, laissant les familles prendre en charge les frais juridiques, gérer les formalités administratives et coordonner elles-mêmes les avocats et les militants. Pour aider à combler ce vide, Manaa a participé à la création du centre Al-Karama Al-Hukuki afin de soutenir ces prisonniers, même s'il insiste sur le fait que les initiatives civiles ne peuvent se substituer à une véritable pression politique.

« Si ce n'est pas dans le cadre d'un tel accord, alors quand ? »

Le traitement inégal des citoyens palestiniens emprisonnés ne s'arrête pas à leur mort, comme l'illustre [le cas de Walid Daqqa](#). Symbole de la lutte des « Palestiniens de 1948 » et du mouvement national au sens large, Daqqa a été arrêté en 1986 et a purgé sa peine en mars 2023, avant d'être contraint de purger une peine supplémentaire de deux ans pour avoir introduit clandestinement des téléphones dans la prison. Il est resté derrière les barreaux jusqu'à sa mort d'un cancer l'année dernière, une décision que son frère Asad qualifie d'«

assassinat lent Â», affirmant que Walid s'âest vu refuser les soins mÃ©dicaux dont il avait besoin.

Asâad se souvient Ã quel point sa famille s'âest investie pour obtenir sa libÃ©ration. Â« Ma mÃre a rencontrÃ© [le dirigeant de l'âOLP de l'âÃ©poque] [Yasser Arafat](#) en personne et l'âa accusÃ© d'âÃtre retournÃ© en Palestine alors que les prisonniers restaient en dÃ©tention Â», a-t-il dÃ©clarÃ© Ã +972, faisant rÃ©fÃ©rence Ã la pÃ©riode des nÃ©gociations d'âOslo. Â« L'âOLP, l'âAutoritÃ© palestinienne et diverses ONG n'âont pas agi pour les libÃ©rer, mais seulement pour amÃ©liorer leurs conditions de dÃ©tention. Â»

AprÃs la mort de Daqqa, la famille a exigÃ© la restitution de son corps. IsraÃl a refusÃ©, arguant que cela servirait de monnaie d'âÃ©change dans les futures nÃ©gociations avec le Hamas â une position qui a ensuite Ã©tÃ© confirmÃ©e par la Haute Cour israÃ©lienne. Pourtant, lorsque le dernier accord de cessez-le-feu a Ã©tÃ© conclu, le corps de Daqqa n'âÃ©tait pas inclus. Â« Si son corps n'âa pas Ã©tÃ© utilisÃ© dans un Ã©change de prisonniers, pourquoi le garder ? Personne ne comprend sur quelle base IsraÃl continue d'âappliquer cette politique Â», a dÃ©clarÃ© Asâad.

Un proche d'âun autre prisonnier dont le corps est toujours retenu, qui a demandÃ© Ã rester anonyme, a exprimÃ© un dÃ©sespoir similaire. Â« Si un corps n'âest pas libÃ©rÃ© dans le cadre d'âun tel accord, quand le sera-t-il ?

Â« Nous ne pouvons pas blÃ¢mer le Hamas ou l'âÃ©quipe de nÃ©gociation palestinienne ; nous connaissons les circonstances et comprenons que, dans le contexte de destruction et de famine [Ã Gaza], un accord doit Ãtre conclu Ã tout prix Â», a poursuivi le proche. Â« Mais nous nous sentons abandonnÃ©s. Je pense qu'âIsraÃl agit d'âlibÃ©rÃ©ment ainsi, car diviser et dÃ©chirer la sociÃ©tÃ© palestinienne est l'âun de ses objectifs. Les prisonniers constituent une occasion idÃ©ale pour y parvenir. Â»

CoincÃ©s entre le refus catÃ©gorique d'âIsraÃl et l'âabsence de dÃ©fense politique palestinienne, les prisonniers palestiniens ayant la citoyennetÃ© israÃ©lienne se retrouvent exclus de tout accord et de toute nÃ©gociation. Alors que l'âÃ©quilibre des pouvoirs change Ã chaque cycle de nÃ©gociations, ils restent bloquÃ©s sans perspective d'âavenir, une plaie ouverte dont personne ne s'âoccupe.

Une version de cet article a Ã©tÃ© publiÃ©e pour la premiÃre fois en hÃ©breu sur Local Call. Vous pouvez la lire [ici](#).

Traduction : RM pour l'âAgence MÃ©dia Palestine.

Source : [+972](#) et Local Call

date crÃ©Ã©e
2025/12/08